

commerciale internationale devrait être examinée à l'issue de l'Uruguay Round. Nous devons également parfaire le processus de règlement des différends afin de traduire dans les faits les résultats des négociations. Cette démarche devrait donner lieu à un engagement à ne fonctionner qu'en vertu des règles multilatérales.

#### INVESTISSEMENT DIRECT

30. La libre circulation de l'investissement accroît la prospérité mondiale en complétant le système commercial international ouvert. L'investissement direct à l'étranger peut en particulier contribuer à restructurer les économies des pays en développement et des pays d'Europe de l'Est d'Europe centrale, à créer de nouveaux emplois et à relever les niveaux de vie.

31. Tous les pays devraient donc chercher à abaisser leurs barrières à l'investissement et résister aux mesures protectionnistes qui sont dissuasives et discriminatoires à l'égard de l'investissement. L'OCDE et le GATT devraient continuer de promouvoir la libéralisation de l'investissement. Les banques multilatérales de développement et le FMI devraient exiger la libéralisation de l'investissement dans leurs programmes en Europe centrale et d'Europe de l'Est ainsi que dans les pays en développement.

#### CRÉDITS À L'EXPORTATION

32. Nous nous réjouissons des importantes négociations en cours à l'OCDE sur un ensemble équilibré de mesures visant à renforcer les règles et disciplines multilatérales applicables au subventionnement des crédits à l'exportation qui faussent l'aide et les échanges commerciaux. Cet ensemble, auquel on mettra la dernière main au printemps de 1991, devrait permettre de réduire substantiellement, par une meilleure discipline et une plus grande transparence, les distorsions résultant du recours aux crédits publics touchant le commerce et l'aide. Il faut également éviter d'introduire un élément de distorsion des échanges commerciaux dans les apports financiers aux nations d'Europe de l'Est et d'Europe centrale.

#### RÉFORME EN EUROPE CENTRALE ET EN EUROPE DE L'EST

33. Nous applaudissons aux réformes politiques et économiques qui se produisent en Europe centrale et en Europe de l'Est. À la récente réunion de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) tenue à Bonn et grâce à l'accord portant création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), les États de la région ont fait leurs principes clés qui sous-tendent les économies de marché. Cela dit, la mise en oeuvre des réformes économiques et politiques varie largement d'un pays à l'autre. Plusieurs ont